

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS79/1

IP/D/7

6 mai 1997

(97-1951)

Original: anglais

INDE - PROTECTION CONFEREE PAR UN BREVET POUR LES PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET LES PRODUITS CHIMIQUES POUR L'AGRICULTURE

Demande de consultations présentée par les Communautés européennes

La communication ci-après, datée du 28 avril 1997, adressée par la Délégation permanente de la Commission européenne à la Mission permanente de l'Inde et à l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends et à l'article 64 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC), qui renvoie à l'article XXII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994), je demande, au nom des Communautés européennes et de leurs Etats membres, l'ouverture de consultations avec le gouvernement indien au sujet de l'absence de protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture ou de systèmes formels permettant de déposer des demandes de brevet et d'accorder des droits exclusifs de commercialisation pour ces produits.

En vertu de l'article 70, paragraphes 8 et 9, de l'Accord sur les ADPIC, tous les Membres de l'OMC qui n'accordent pas, à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, de protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture conformément à l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC, sont tenus d'offrir un moyen de déposer des demandes de brevet pour de telles inventions et de mettre en place un système d'octroi de droits exclusifs de commercialisation pour ces produits.

A l'heure actuelle, les lois indiennes ne contiennent pas de dispositions visant à protéger les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture par des brevets, et ne prévoient pas de système permanent conforme aux dispositions de l'article 70, paragraphes 8 et 9, de l'Accord sur les ADPIC. De l'avis des Communautés européennes et de leurs Etats membres, la législation indienne n'est donc pas compatible avec les obligations que l'Accord sur les ADPIC impose à l'Inde.

J'attends votre réponse à la présente demande et espère qu'une date mutuellement acceptable pourra être fixée pour ces consultations.